

## **MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**

*La procédure de consultation est le marché à procédure adaptée selon les articles R2123-1  
et R2123-4 du Code de la Commande publique*

**Maître de l'ouvrage :**

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,  
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère  
Scientifique et Technologique**

**Réalisation de :**

**Travaux de rénovation CVC Bâtiments Abeille et Insectarium  
d'INRAE PACA – Site d'Avignon**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES</b>	3
1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur	3
1.2 - Tranches et lots	3
1.3 - Travaux intéressant la défense	3
1.4 - Contrôle des prix de revient	3
1.5 - Maîtrise d'œuvre	3
1.6 - Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.)	3
1.7 - Contrôle technique	4
1.8 - Coordination Sécurité	4
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	4
<b>ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES</b>	4
3.1 - Répartition des paiements	4
3.2 - Nettoyage du chantier, conditions d'exécution et accès au site	4
3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie	5
3.4 - Variation dans les prix	5
3.5 - Paiement des sous-traitants	6
3.6 - Modalités et délais de règlement	7
<b>ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	7
4.1 - Délai d'exécution des travaux et Calendrier détaillé d'exécution	7
4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots	7
4.3 - Pénalités et retenues pour retard	7
4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	8
4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution	8
<b>ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	9
5.1 - Retenue de garantie	9
5.2 - Avance	9
5.3 - Avances sur matériels	10
<b>ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	10
6.1 - Provenance des matériaux et produits	10
6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	10
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits	10
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	10
<b>ARTICLE 7 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	10
7.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
7.2 - Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution	11
7.3 - Hygiène et sécurité des chantiers	11
<b>ARTICLE 8 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX</b>	11
8.1 - Essais et contrôles des ouvrages	11
8.2 - Réception et garantie	12
8.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	12
8.4 - Documents fournis après exécution	12
8.5 - Délais de garantie	12
8.6 - Garantie particulière	12
8.7 - Assurances	12
<b>ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS</b>	12
<b>ARTICLE 10 - DONNEES PERSONNELLES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA RELATION CONTRACTUELLE</b>	12
<b>ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	13

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

#### ***1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur***

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent chacun des marchés relatifs aux travaux suivants :

#### **Travaux de rénovation CVC Bâtiments Abeille et Insectarium d'INRAE PACA – Site d'Avignon**

Lieu d'exécution :

Centre INRAE PACA – Site d'Avignon  
228 route de l'Aérodrome  
Domaine St Paul – Site Agroparc - CS 40509  
84914 AVIGNON Cedex 9

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

#### ***1.2 - Tranches et lots***

Les travaux sont décomposés en un lot unique.

#### ***1.3 - Travaux intéressant la défense***

Sans objet.

#### ***1.4 - Contrôle des prix de revient***

Sans objet.

#### ***1.5 - Maîtrise d'œuvre***

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- **ENERGIS ENGINEERING 61 avenue Robert Schuman 2<sup>ème</sup> étage 13002 MARSEILLE**  
chargé d'une mission de base.

La maîtrise d'œuvre émet tous les ordres de services qui sont validés par le maître d'ouvrage à l'exception de ceux indiqués ci-dessous qui sont émis par le Maître d'Ouvrage :

- L'ordre de service de démarrage de la période de préparation du chantier
- Les ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché notamment en termes de délai d'exécution et de montant

#### ***1.6 - Ordonnancement, Pilotage, Coordination (O.P.C.)***

La mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier sera assurée par ENERGIS ENGINEERING.

### **1.7 - Contrôle technique**

Sans objet.

### **1.8 - Coordination Sécurité**

Sans objet.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **a) Pièces particulières :**

- ✓ Acte d'engagement (AE).
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- ✓ Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- ✓ Planning global d'exécution joint, réalisé par la MOE
- ✓ Offre technique
- ✓ Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- ✓ Plans joints : plans CFO et plans CVC des 2 bâtiments

### **b) Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2.

- ✓ Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.
- ✓ Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) du 30 mars 2021.

## **ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 - Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

### **3.2 – Nettoyage du chantier, conditions d'exécution et accès au site**

#### **- Pour le nettoyage du chantier et gestion des déchets**

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. En cas de non-respect par l'entrepreneur des consignes de nettoyage, le

maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers aux frais de l'entrepreneur.

Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Le titulaire doit nettoyer à l'aspirateur les sols des zones en travaux à chaque fin de journée. L'évacuation de tous les déchets et matériels déposés devra être réalisée quotidiennement par l'entreprise.

A l'issue des travaux dans chaque zone d'intervention, l'entreprise devra réaliser un nettoyage complet et soigné des sols, mobiliers et équipements.

Le titulaire est tenu de respecter les prescriptions relatives à la gestion des déchets et au nettoyage conformément aux articles 1.9.5 et 1.10 du CCTP.

#### - Conditions particulières d'exécution

Il s'agit d'une opération en site occupé : les personnels INRAE seront présents dans les 2 bâtiments durant les travaux.

Une planification par zones d'intervention sera réalisée durant la période de préparation des travaux, en concertation avec l'INRAE, la MOE et l'entreprise.

##### Protection des matériels

L'entreprise aura à sa charge les polyanes nécessaires à la protection des matériels présents dans les locaux.

#### - Accès au site

Pour information, le site est fermé, il sera accessible aux heures d'ouverture prévues. En dehors de ces horaires qui seront définis lors des réunions de chantier, l'accès pourra être autorisé par le maître d'ouvrage selon les besoins et un badge d'accès pourra être remis au titulaire.

INRAE mettra à disposition :

- Un sanitaire dédié au personnel de l'entreprise réservé pour la durée complète du chantier. L'entreprise devra veiller à son maintien en bon état de propreté tout au long des travaux. Un état des lieux du sanitaire sera réalisé en début et en fin de chantier.

Salle de réunion pour les réunions de chantier :

- Une des salles de réunion du bâtiment sera utilisée pour les réunions de chantier. L'entreprise devra s'assurer de la remise en propreté et du rangement de cette salle à chaque fin de réunion.

### ***3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie***

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

### ***3.4 - Variation dans les prix***

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### ***3.4.1 - Type de variation des prix :***

Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

### 3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

### 3.4.3 - Choix des index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux est le BT41.

### 3.4.4 - Modalités de variation des prix :

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I_d - 3 / I_0$$

où  $I_d - 3$  et  $I_0$  sont les valeurs de l'index BT de chaque lot prises respectivement au mois "md-3" et au mois "m0" sous réserve que le mois "md" du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois "m0".

### 3.4.6 – Actualisation provisoire :

Aucune actualisation provisoire, seul une actualisation définitive peut être réalisée.

L'index de référence I choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux est le BT41.

### 3.4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

## **3.5 - Paiement des sous-traitants**

### 3.5.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.2 du C.C.A.G. travaux
- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances.
- le comptable assignataire des paiements.
- le compte à créditer.

### 3.5.2 - Modalités de paiement direct :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

### **3.6– Modalités et délais de règlement**

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception du décompte par le maître d'œuvre.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les demandes de paiement, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies. A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

## **ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

### **4.1 - Délai d'exécution des travaux et Calendrier détaillé d'exécution**

Le délai d'exécution est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le planning global d'exécution joint au présent marché a été réalisé par la MOE.

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par l'entrepreneur en période de préparation du chantier, qui le soumet pour approbation au maître d'œuvre.

Il est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés avant démarrage des travaux.

### **4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots**

Sans objet

### **4.3 - Pénalités et retenues pour retard**

#### **4.3.1. Retard dans la remise des documents du dossier d'exécution**

Les pénalités encourues pour retard dans la transmission des documents du dossier d'exécution sont égales à **150€ TTC** par jour. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, elles sont applicables sans mise en demeure.

#### 4.3.2 - Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le titulaire de chaque lot s'engage à respecter le délai d'exécution propre à son lot tel que fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement et au calendrier détaillé d'exécution sous peine d'encourir la pénalité journalière, sans mise en demeure, indiquée au 4.3.4. ci-après.

#### 4.3.3 - Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière de l'entrepreneur sur le chantier

Sur le simple fait de la constatation d'un retard par l'O.P.C. et le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, la retenue journalière provisoire, sans mise en demeure, indiquée au 4.3.4 ci-après.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- ⇒ ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot,
- ⇒ ou l'entrepreneur bien qu'ayant terminé ses travaux a provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

#### 4.3.4 - Montant des pénalités par jour calendaire de retard et retenues

Par dérogation de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, la pénalité est fixée à 200€ TTC par jour calendaire de retard.

#### 4.3.5 - Absences et retards au rendez-vous de chantier

- ⇒ **50€ TTC** pour un retard supérieur à 1/2 heure,
- ⇒ **150€ TTC** pour une absence non excusée 24 H avant le rendez-vous de chantier.

### ***4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux***

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Sept jours (7) avant la date de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service sans préjudice, d'une pénalité journalière définie à l'article 4.3.4. ci-dessus.

### ***4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution***

A la fin des travaux, à la date de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'ouvrage :



- le D.O.E. (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation, etc...) en 2 exemplaires papier et 1 support numérique.
- le Décompte Général et Définitif (DGD). L'entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la date de réception pour transmettre simultanément à la MOE et au MOA son projet de DGD.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le ou les entrepreneurs et de retard pour les levées de réserves, une retenue égale à **150 euros TTC par jour calendaire de retard** sera opérée sans mise en demeure par dérogation à l'article 20.5 du C.C.A.G. Travaux, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

## ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 5.1 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% est appliquée, ou de 3% lorsque le titulaire est une PME, correspondant à chaque acompte prélevé par marché)

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la Commande Publique **pendant toute la durée du marché.**

La garantie est restituée à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Administration dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

### 5.2 - Avance

Pour les lots dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance, une avance sera versée à l'entrepreneur sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Suivant les dispositions de l'article B.10.1 du CCAG Travaux, le montant de l'avance est égal à 10 % pour les PME et 5% pour les autres entreprises, du montant initial du marché (en prix de base) si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Il est égal au produit de ces dix ou cinq pour cent (10 ou 5 %) par  $\frac{12}{N}$  (N étant exprimé en mois)

si le délai N dépasse douze mois.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Ce remboursement devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80 % du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le Code de la Commande Publique pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 10 % pour les PME et 5% pour les autres entreprises, du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

### **5.3 - Avances sur matériels**

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

## **ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6.1 - Provenance des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### **6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits**

Le CCTP précise quels matériaux produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

### **6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

## **ARTICLE 7 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **7.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation. Sa durée est de 4 semaines à compter de la notification du marché. Ce délai est compris dans le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, le titulaire est responsable des tâches à réaliser pendant la période de préparation.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après

- par les soins de ou des entrepreneurs :

⇒ Établissement par l'Entrepreneur du programme d'exécution des travaux, comprenant plans de détails, plans de chantier, notes de calcul, cahiers de documentation techniques et plus généralement, tous documents nécessaires à la compréhension des ouvrages qu'il envisage de réaliser.

⇒ présentation du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G. Travaux.

## ***7.2 - Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution***

**Les plans d'exécution, plans de synthèse et études d'exécution remis par l'entrepreneur devront être visés par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission.**

## ***7.3 - Hygiène et sécurité des chantiers***

Un plan de prévention (décret du 20 02 1992) sera établi entre l'INRAE et le titulaire.

Il est rappelé aux entreprises l'obligation du respect des dispositions suivantes :

- Mise en place des principes généraux par référence au Code du Travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction, conformément aux lois et décrets ci-après :

- \* La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée sur les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- \* Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Les mesures particulières ci-après sont à prendre par l'entrepreneur :

- installation de chantier et protections collectives (définies au CCTP et au Plan Général de Coordination)
- remise par l'entrepreneur à la réception des ouvrages :
  - du D.O.E. (plans de récolement, notice d'entretien et d'utilisation). Ces dossiers seront remis au maître d'œuvre. pour les annexer au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O).

## ***7.4 – Développement durable***

Gestion des déchets : le tri des déchets doit être respecté sur ce chantier conformément à la réglementation en vigueur.

# **ARTICLE 8 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

## ***8.1 - Essais et contrôles des ouvrages***

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du maître d'œuvre selon les éléments figurant au CCTP.

## **8.2 - Réception et garantie**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

## **8.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

## **8.4 - Documents fournis après exécution**

A la fin des travaux et au plus tard 15 jours avant à la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre pour vérification un exemplaire du **projet de D.O.E.** conformément aux dispositions du CCTP., notamment pour permettre le suivi de la réalisation des épreuves des lots techniques.

Le D.O.E. (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation) sera fourni en en 2 exemplaires papier et une version dématérialisée compatibles Autocad.

## **8.5 - Délais de garantie**

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **12 (douze) mois à partir de la date d'effet de la réception des travaux.**

## **8.6 - Garantie particulière**

Sans objet.

## **8.7 - Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

## **ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS**

Les éléments figurant dans les comptes rendus de chantier sont confidentiels.

## **ARTICLE 10 – DONNEES PERSONNELLES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA RELATION CONTRACTUELLE**

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.  
Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

## **ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

La dérogation explicitée dans l'article désigné ci-après du C.C.A.P. est apportée à l'article suivant des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- ✓ l'article 4.3.1 du CCAP déroge à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.2 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 4.3.3 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du C.C.A.G. Travaux
- ✓ l'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux

**Fait à Avignon, le 20/06/2025**

Dressé par le représentant du maître d'ouvrage,

Le Président du Centre de Recherche d'INRAE PACA